



Etablissement public
du Marais poitevin



Les contrats territoriaux milieux aquatiques (CTMA) sur le Marais poitevin

Note d'orientation

1. Contexte

Les contrats territoriaux mis en place par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne sont des outils majeurs de l'intervention publique sur le Marais poitevin, très appréciés des porteurs de projets, acteurs locaux et des partenaires institutionnels. Ils sont conçus pour satisfaire les objectifs du Sdage et des Sage et participent ainsi au bon état écologique des masses d'eau et à la préservation et l'entretien du marais poitevin.

La préparation des contrats territoriaux milieux aquatiques (CTMA) qui succèdent aux contrats de restauration et d'entretien de la zone humide (CREZH) offre une opportunité pour renforcer la cohérence de l'intervention publique sur le Marais poitevin au travers de quelques propositions qui sont détaillées ci-dessous.

Le contenu de cette note, préparée entre l'EPMP et l'AELB, correspond à des orientations partagées par les deux établissements publics. Il s'inscrit dans le cadre des réponses apportées aux demandes ministérielles (courrier de la Ministre de l'écologie adressé au Préfet coordonnateur du Marais poitevin le 16 octobre 2012).

2. La recherche d'une meilleure cohérence des politiques publiques sur le Marais poitevin

Cette démarche relative aux CTMA s'inscrit elle-même dans un contexte plus général de renouvellement de nombreux programmes ou dispositifs de financements, ce qui est de nature à renforcer l'opportunité de mettre en cohérence l'intervention des financeurs :

- interventions des collectivités,
- transfert de la fonction d'autorité de gestion (fonds structurels et FEADER) aux présidents des Conseils régionaux,
- ajustement en cours des modalités de programmation de la subvention globale du PITE confiée à l'EPMP,
- nouveau cycle de programmation communautaire (politique de cohésion, PAC),

Dans ce contexte, le renforcement de la cohérence des interventions publiques sur le Marais poitevin porterait sur :

- la définition d'orientations stratégiques et d'objectifs partagés entre les financeurs s'appuyant notamment sur le Sdage, son programme de mesures et les Sage,
- la recherche d'une complémentarité entre les champs d'intervention des différents financeurs,
- l'adéquation entre les types de fonds et les types de projet.

Afin de préciser et mettre en œuvre les principes évoqués ci-dessus, **un comité des financeurs** serait constitué et réuni régulièrement.

3. Une architecture des CTMA à 3 niveaux

La gestion des milieux aquatiques sur le marais poitevin évoluerait vers 3 niveaux complémentaires :

- Un CTMA cadre
- 4 CTMA opérationnels
- Des volets « contrats de Marais » dans chaque CTMA

Cette architecture permet d'assurer une cohérence de mise en œuvre tout en assurant une gestion opérationnelle au plus près des nombreux et multiples acteurs de terrain.

Dans le cas présent, le CTMA cadre serait l'outil de coordination et de mise en cohérence et fixerait un cadre commun à chaque CTMA opérationnel.

4. Un CTMA cadre

Le CTMA cadre du Marais poitevin, dont l'EPMP serait la structure porteuse, comprendrait à la fois des éléments de gouvernance, des actions transverses aux 4 CTMA opérationnels et quelques grandes règles communes.

Un comité de pilotage serait constitué, composé à minima de l'Agence de l'eau, de l'EPMP et des 4 structures porteuses des CTMA opérationnels. Pourraient s'y ajouter les 3 Conseils généraux et les 2 Conseils régionaux concernés.

Les membres du comité de pilotage élaboreraient un ensemble de règles communes à décliner dans chacun des CTMA. Ils seraient signataires du CTMA cadre.

Les actions transverses pourraient porter sur les points suivants :

- communication commune aux 4 CTMA,
- suivi régulier des programmes d'actions, via par exemple une synthèse annuelle, afin de partager les états d'avancement, le suivi des impacts et les actualités,
- évaluation finale mutualisée entre les 4 CTMA opérationnels.

5. 4 CTMA opérationnels

Les 4 CTMA visent l'atteinte du bon état des masses d'eau associées à ces zones humides et à la préservation du Marais Poitevin.

Ils sont pilotés par les structures porteuses qui définissent un programme d'actions avec l'ensemble des maîtres d'ouvrage locaux.

Il apparaît opportun de calquer le périmètre des CTMA sur les quatre grands bassins hydrographiques du Marais poitevin, ces bassins étant également le cadre retenu pour travailler sur la gestion des niveaux d'eau.

Afin de répondre aux exigences de la Directive cadre sur l'eau, le périmètre des CTMA doit intégrer, dans toute la mesure du possible, les masses d'eau superficielles attachées au marais et situées en amont de celui-ci.

Ce redécoupage des CTMA nécessite une mise à plat des questions de pilotage et de maîtrise d'ouvrage avec les 4 structures porteuses. Ces discussions sont à mener sur la base de la carte jointe en annexe de cette note.

6. Un volet « contrat de marais » dans chaque CTMA

Les contrats de marais comportent un volet « protocole de gestion de l'eau » ainsi qu'un programme d'accompagnement technique et financier. La signature d'un contrat de marais donnerait lieu au financement d'actions spécifiques au sein des CTMA.

Dans cet objectif, une enveloppe financière « contrat de marais » sera identifiée dans chaque CTMA afin de faciliter le démarrage des premières actions induites par les contrats de marais.

7. Des leviers d'action pour promouvoir les règlements d'eau

L'attribution d'aides financières aux ouvrages structurants de la zone humide sera conditionnée à la mise en place des règlements d'eau puisque L'Agence de l'eau Loire-Bretagne conditionne classiquement le versement de ses aides liées aux travaux sur ouvrages hydrauliques à l'existence d'un règlement d'eau (ou d'un plan de gestion concerté).

22 avril 2013
